

Max Lejeune. Du socialisme réformiste au centrisme réformateur

Julien Cahon



Photographie 1 : Max Lejeune en 1945, Archives de l'Assemblée nationale ©

« Max Lejeune : un nom qui, en compagnie de Robert Lacoste et quelques autres, illustre de tristes souvenirs de la guerre d'Algérie. C'est donc lui. Massif, autoritaire, vieillissant, l'œil perçant : une espèce d'aigle vieillissant¹. » C'est ainsi que Françoise Carle, alors militante de la CIR² et débarquant à Amiens, dépeint le notable socialiste, « un brontosaurus pour la nouvelle génération³ ». Dans la mémoire collective socialiste, son nom est en effet resté gravé parmi les farouches partisans de l'Algérie

¹ Annie Desgranges (Françoise Carle), *Un éveil. Journal d'une militante socialiste, 1967-1974*, Paris, Fayard, 1977, p. 79.

² Convention des institutions républicaines, parti politique créé par François Mitterrand.

³ Jean-Marc Binot, *Max Lejeune, t. 2 : Du ministre de la IV^e au notable de la V^e, 1956-1995*, Amiens, Martelle Éditions, 2003, p. 181.

française⁴, parmi ceux qui par anticommunisme ont refusé le programme commun et furent exclus du parti socialiste, pour se situer ensuite dans la mouvance social-démocrate, finalement absorbée par l'UDF⁵. La mémoire est sélective, et l'image tronquée. C'est oublier son itinéraire militant, entamé en 1929 au groupe des Étudiants socialistes de Paris dont il fut le secrétaire⁶ et à la section SFIO de la Seine où il appartenait à la tendance de la Bataille socialiste de Marceau Pivert ; c'est aussi occulter une cause majeure de son évolution politique à partir de la Libération, à savoir sa notabilisation et l'exercice du pouvoir au niveau municipal, puissant vecteur de réformisme au sein de la SFIO. « Les réseaux municipaux ont été [...] particulièrement délaissés » notait, en 2001, Rémi Lefebvre : « Aucune étude n'a pris pour objet la place et le pouvoir des élus locaux dans le parti dont on s'accorde pourtant à reconnaître le poids sans que les ressorts de celui-ci soient décrits ou expliqués⁷. »

Dans la mémoire collective des Picards, Max Lejeune est resté l'homme politique du XX^e siècle, le maire de la reconstruction pour les Abbevillois, et le maire gestionnaire aux sept mandats (1947-1989) d'une ville comptant 20 000 habitants⁸, au cœur d'un milieu rural. Le niveau local d'exercice du pouvoir ne pouvait être séparé de l'échelle nationale, d'autant que, durant cette période, Max Lejeune cumula le mandat de maire d'Abbeville avec ceux de parlementaire (1945-1988)⁹, et de président du conseil général (1945-1988)¹⁰, sans oublier ses onze portefeuilles de ministre.

Il s'agit donc ici de révéler le rapport au pouvoir d'un élu socialiste de la IV^e République façonné par la III^e République, et de mettre au jour ce réformiste oublié. Dans cette perspective, trois axes sont privilégiés. C'est dans l'analyse de la pratique et du discours de l'élu local que nous mettrons en évidence le réformisme de Max Lejeune. Puis, nous proposons d'aborder les liens entre réformisme et notabilisation sous l'angle de la prise d'autonomie par rapport à l'appareil partisan. Enfin, nous analyserons précisément l'impact de ses positions algériennes sur son évolution ultérieure et les circonstances de son exclusion de la SFIO.

« Si le socialisme va à l'idéal, il sait comprendre le réel¹¹ »

Max Lejeune a exercé le pouvoir quotidiennement et à plusieurs niveaux, pendant

⁴ Max Lejeune utilisait la formule : « maintien de l'Algérie dans la République française ».

⁵ Union pour la démocratie française, parti politique de centre-droit, aujourd'hui devenu Modem.

⁶ Il fut aussi le secrétaire-adjoint de la fédération nationale des Étudiants socialistes jusqu'en 1934.

⁷ Rémi Lefebvre, « Ce que le municipalisme fait au socialisme », dans Jacques Girault (dir.), *L'implantation du socialisme en France au XX^e siècle. Partis, réseaux, mobilisation*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2001, p. 123-124. Signalons depuis les thèses de Rémi Lefebvre et d'Aude Chamouard.

⁸ 19 000 habitants en 1954, 25 000 en 1968.

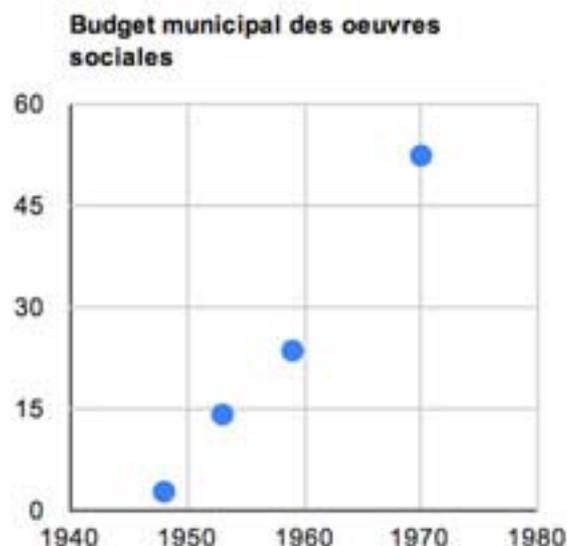
⁹ Élu député en 1936, il siégea au Palais-Bourbon de la Libération à 1977, date à laquelle il fut élu sénateur.

¹⁰ Il présida même le conseil régional de Picardie en 1978-1979.

¹¹ Max Lejeune dans *Le Cri du peuple*, hebdomadaire de la fédération socialiste de la Somme, 11 octobre 1947. La formule est de Jean Jaurès.

plus de quarante ans. L'interaction entre ces niveaux lui a permis d'obtenir des réformes concrètes. Dans une interview accordée au *Courrier picard*, à une question sur les difficultés inhérentes au cumul des mandats, il répondait : « Mon intention est précisément d'utiliser mes différents mandats pour procurer à Abbeville les réalisations espérées¹². » Lors des élections nationales, il renversait l'argument. Aux législatives de 1967, il mettait en avant ses vingt-deux ans à la présidence du conseil général et ses vingt ans à la tête de la mairie d'Abbeville pour démontrer qu'il était le mieux placé pour défendre, à Paris, sa région, sa circonscription et sa ville car il connaissait « bien les besoins de la Picardie ». Il dirigea ainsi la reconstruction de sa cité, détruite aux trois quarts pendant la guerre. Abbeville fut une des villes de France où les progrès de la reconstruction avaient marqué le plus grand nombre de points. La reconstruction d'Abbeville (logements, commerces, industries) s'accompagna d'une reconstruction du tissu urbain, de la création de structures sociales, comme le foyer-restaurant et le foyer-logement pour les personnes âgées. Les politiques sociales représentaient en effet la clé de voûte du socialisme municipal. Les crédits affectés aux œuvres sociales explosèrent sous le règne Lejeune. Entre 1947 et 1964, le budget total alloué fut quasiment multiplié par dix, puis par deux lors du mandat 1965-1971. L'enfance et l'assistance publique furent les deux préoccupations essentielles de la mairie socialiste. Sur toute la période 1947-1971, le bureau d'aide sociale a secouru, chaque année, trois à quatre cents personnes, les garderies de vacances, accueillies chaque été, six à sept cents enfants, tandis que le patronage laïque financé par la ville (caisse des écoles) a réuni chaque jeudi environ quatre cents enfants.

Graphique 1 : Budget municipal des œuvres sociales, entre 1948 et 1970 (en millions de francs)



¹² *Le Courrier picard*, 29 octobre 1947.

Tableau 1 : postes budgétaires des œuvres sociales, entre 1948 et 1970 (en millions de francs)

	Cuisines d'entraide	Foyer des vieux	Garderies de vacances	Bureau de bienfaisance	Caisse des écoles	Allocations aux jeunes soldats	Budget total des œuvres sociales
1948	1,1	-	0,85	0,125	0,7	-	2,775
1949	1,399	0,637	1,174	0,7	1	-	4,911
1950	1,35	0,736	1	1,375	1,725	-	6,186
1951	1,9	0,930	1,145	2,070	1,5	-	7,545
1952	2	1,2	1,5	3,180	2	-	9,880
1953	2,2	1,35	1,650	3,350	2,2	-	10,750
1953	2,955	1,967	1,757	5,243	2,2	0,056	14,178
1954	2,579	2,119	2,023	5,205	2,05	0,069	14,045
1955	2,768	2,087	2,130	5,488	2	0,083	14,556
1956	3,031	1,953	2,303	6,082	2	0,223	15,592
1957	3,522	2,130	2,609	6,657	2	0,212	17,130
1958	3,940	2,080	3,648	6,7	2,8	0,145	19,313
1959	6,5	2,47	3,7	7,325	3,6	-	23,595
1962	5,4	2,79	3,885	8,315	4	-	24,39
1964	6,010	2,915	5	8,215	4,5	-	26,64
1970	10,871	9,540	16,491	8	7,5	-	52,402

L'instruction occupait également une place essentielle. Elle était d'autant plus visible qu'elle se manifesta par une politique de construction. Max Lejeune œuvra ainsi pour le développement des équipements scolaires, sportifs et culturels. À la fin des années 1960, Abbeville comptait une cité scolaire abritant un lycée d'enseignement général et un lycée technique, avec internat, huit écoles maternelles, quinze écoles primaires, un collège d'enseignement général, un collège d'enseignement technique, un centre de natation, un centre omnisports, un centre aéré de vacances, une maison de la jeunesse, le musée Boucher de Perthes. Le maire avait reconstruit aussi sa mairie : en 1960, face à la place qui porte aujourd'hui son nom, un nouvel hôtel de ville, à l'architecture caractéristique des bâtiments de la reconstruction, fut inauguré. Dans l'ancienne mairie, superbe bâtiment situé dans le parc d'Émonville, était ouverte la bibliothèque municipale. En dotant sa ville d'une zone industrielle, et de logements HLM, accessibles à la propriété par la location-vente, Max Lejeune affichait sa volonté de faire entrer Abbeville dans la modernité tout en conservant son caractère agréable et coquet, son environnement et sa tranquillité, et surtout en maintenant son rôle de pôle rural.

Réformiste dans la pratique, Max Lejeune l'était aussi dans le discours. Ses écrits et ses paroles cherchaient à justifier sa pratique réformiste. Expliquant sa candidature

aux élections municipales de 1947, Max Lejeune déclarait : « Puisqu'une œuvre est à réaliser, puisqu'il faut localement accomplir la résurrection des choses, j'ai pensé que je devais personnellement prendre ma part de soucis et d'efforts dans l'équipe des bâtisseurs. Ma candidature n'a pas d'autre objet¹³. » Dans la même ligne, il signait un article dans l'hebdomadaire de la fédération socialiste, intitulé « Il nous faut des administrateurs ». Il y démontrait que le socialisme à l'échelle municipale pouvait être fécond : « Dès les premières victoires du socialisme ouvrier sur le plan municipal, l'effort mené pour améliorer les conditions et le cadre de vie des travailleurs a attaché à nos représentants la fidélité populaire. [...] Dans toutes les communes, les nôtres peuvent aller à la bataille en toute confiance, car ils ont prouvé que si le socialisme va à l'idéal, il sait comprendre le réel. » Demandant le renouvellement de son mandat de maire en 1953, il déclarait être « prêt à assumer la charge [qu'il avait] remplie avec [ses] amis, sans sectarisme, avec le seul souci du bien public¹⁴. » À un autre niveau, le conseil général, les mots étaient les mêmes. Lors des élections cantonales de 1951, sans négliger l'échelle nationale et « le programme général » de la SFIO, les candidats SFIO, Max Lejeune en tête, avaient élaboré un programme strictement cantonal, sensiblement différent d'un canton à l'autre sur la forme, mais tous les candidats socialistes se posaient en administrateurs répondant aux attentes concrètes des habitants du canton. « La tâche primordiale des conseillers généraux est d'administrer, c'est pourquoi je demande aux citoyens de se prononcer sur un programme essentiellement administratif », pouvait-on lire dès les premières lignes des professions de foi des candidats SFIO. « Mon programme, c'est l'étude de toutes les questions qui se posent aux administrateurs départementaux conscients de leur tâche : l'amélioration de l'habitat, [...] de la voirie, des transports, [...] la construction de locaux scolaires et l'aménagement d'installations sportives destinées aux enfants des écoles, le développement des œuvres post-scolaires et sociales, [...] l'aide aux jardins ouvriers, l'aide aux associations sportives, [...] la solidarité sociale en faveur des vieux [...]. » Germain Obry, instituteur, candidat dans le canton de Picquigny, ajoutait : « Pourquoi vous voterez socialiste ? Parce que le parti socialiste est le seul rempart solide de la République. [...] Parce que les socialistes ont prouvé qu'ils étaient des administrateurs¹⁵. »

Ce réformisme affiché allait de pair avec la volonté de bannir les querelles politiciennes des assemblées locales. À peine intronisé maire d'Abbeville en octobre 1947, Max Lejeune déclara vouloir reconstruire, gérer et réformer, sans transformer le conseil municipal en un ring politique : « Le peuple attend des réalisations. [...] Le conseil municipal n'est pas un forum où l'on préparera les campagnes électorales mais un chantier où tout le monde travaillera d'un même cœur¹⁶. » En 1945, son discours d'allocution, avec le costume de nouveau président du conseil général, était dans la même tonalité : « Au centre d'un département martyr, où le feu a ravagé nos villes et nos villages, que la solidarité nationale devra

¹³ Archives départementales de la Somme (ADS), fonds Max Lejeune, 37J10.

¹⁴ ADS, 37J11.

¹⁵ ADS, 23W71, élections cantonales, 1951, professions de foi.

¹⁶ *Le Courrier picard*, 27 octobre 1947.

nous aider à reconstruire, nous espérons, mieux, nous croyons en la résurrection de notre vie provinciale [...]. Dans une atmosphère de renouveau moral, la loi du travail s'impose à tous¹⁷. » Porté à la présidence de l'assemblée départementale par une alliance avec les radicaux, qui, même majoritaires en 1951, lui laissèrent l'exécutif, porté à la tête de l'hôtel de ville par une coalition de Troisième force (SFIO-Radicaux-MRP) avec la volonté de « neutraliser la politique partisane de la vie municipale¹⁸ », le député-maire remerciait, à l'issue de chacun de ses mandats, ses « collègues qui [...] ont évité la démagogie, et, appartenant certes à des horizons politiques différents, ont refusé de faire entrer la politique pure à l'assemblée communale¹⁹ ».

Forte implantation, réformisme, pragmatisme, et apolitisme revendiqué lui donnèrent une importante marge d'autonomie vis-à-vis de son parti.

Réformisme, notabilité et clientélisme : vers l'autonomisation de l' élu

La confiance d'un électeur montrait parfaitement que le notable rassemblait bien au-delà de sa famille politique : « Monsieur Max, je vote pour vous, je ne suis pas de vos idées, loin de vos idées, mais je vote pour vous parce que je sais ce que vous ne ferez pas et je sais où vous n'irez pas²⁰. » D'une part, les interactions entre ses responsabilités nationales et locales ont permis la construction de réseaux de relations par un contact élu-électeur direct. Par exemple, lors de chaque campagne législative, il visitait chacune des cent quatre-vingt communes de sa circonscription. D'autre part, en associant à son travail d' élu, un travail partisan et d'implantation mené au secrétariat fédéral, Max Lejeune s'était aussi forgé une grande popularité parmi les militants socialistes, popularité qui devait s'étendre par la suite à une frange de plus en plus large de la population d'Abbeville. « Bien que les maires affichent leur identité socialiste, les électeurs ne votent ni uniquement ni principalement pour une étiquette politique, mais pour un élu, figure familière et reconnue de la société locale qui saura servir leurs intérêts²¹. » L'appartenance de Max Lejeune à la SFIO était certes connue de tous, mais il y faisait très peu référence dans son discours. Fort d'un passé d'administrateur, la notoriété acquise servait d'argument électoral au détriment de l'appartenance partisane : en 1951, il affirmait dès les premières lignes de sa profession de foi pour les élections cantonales : « Je n'ai plus à me présenter à vous comme homme politique²² », et aux législatives de 1967, il déclarait : « Je n'ai pas à me présenter, vous me connaissez depuis longtemps et j'ai sans cesse travaillé pour vous²³. » De même, il ne faisait que très

¹⁷ *Le Courrier picard*, 30 octobre 1945.

¹⁸ ADS, 37J11, profession de foi municipale, 1953.

¹⁹ ADS, 37J11.

²⁰ Anecdote citée par Jean-Marc Binot, *Max Lejeune...*, *op. cit.*, p. 277.

²¹ Aude Chamouard, « La mairie socialiste, matrice du réformisme », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 96, octobre-décembre 2007, p. 31.

²² ADS, 37J11.

²³ ADS, 37J16.

rarement référence à ses origines sociales, et donc à l'autorité qu'il aurait pu en tirer²⁴. Même en 1936, lors de sa première candidature, où il aurait été logique qu'il se présente à ses électeurs, il mettait davantage l'accent sur ses titres universitaires que sur son appartenance à la SFIO. La référence à ses origines sociales se trouvait plutôt dans la simplicité de son mode de vie tourné vers le monde rural. Il avait fait construire une petite maison basse dans le quartier populaire de la Bouvaque, à Abbeville, au milieu d'une pâture où il élevait des moutons et des abeilles. Recueillant une sympathie certaine auprès de ses électeurs, il était aussi apprécié par sa présence sur le terrain, au contact de ses administrés. Il répondait à toutes les sollicitations : les banquets associatifs, les distributions de prix dans les écoles, les cérémonies d'inauguration, les remises de médailles... Sa forte personnalité, sa gestion locale paternaliste, son sens du contact et sa simplicité lui valurent la reconnaissance des Abbeillois pendant quarante-deux ans. Également réélu parlementaire SFIO de 1945 à 1969, il maintint à lui seul le parti à flot dans le département, recueillant sur son nom la moitié des voix socialistes récoltées dans la Somme. Il tirait également cette popularité de son attachement à Abbeville et à la Picardie. « Les socialistes font preuve en la matière d'une affection réelle pour leur commune, attachement qu'ils utilisent comme un argument électoral²⁵. » Très attaché à sa terre picarde, il connaissait parfaitement l'histoire de sa région et maîtrisait la langue picarde, qu'il avait apprise très tôt dans ce café du val de Nièvre (à Long-le-Catelet) que tenait sa grand-mère, et malgré l'opposition de son père. Ses réunions étaient d'ailleurs émaillées de mots en picard, pratique courante des élus de la région, façon de se montrer proche des gens et de railler les candidats parachutés et le président du Sénat, Alain Poher, « cho'p Pohèr » (la poire), candidat à l'élection présidentielle en 1969. À la fin de chaque mandat, Max Lejeune publiait aussi une brochure où il mettait en valeur ses réalisations et ses réformes pour Abbeville. Le maire socialiste « valorise sa capacité à maintenir de bonnes relations avec son électorat, à mettre en valeur les réformes qu'il mène et à convaincre la population de son engagement pour la commune et ses intérêts, ce qui s'apparente à une relation de type clientéliste », selon Aude Chamouard²⁶.

Cumul des mandats, notabilité et clientélisme constituaient les principales ressources de l'élu picard. Il utilisa en effet assez peu de réseaux en dehors du parti socialiste. Au-delà de sa légitimité politique, les réseaux sur lesquels s'appuyait Max Lejeune étaient peu nombreux, avant tout les réseaux associatifs et laïques. Il était à cette époque président départemental de la Fédération nationale des combattants républicains (FNCR)²⁷, il présida également l'association des Amis des vieux d'Abbeville, et le bureau d'aide sociale de la ville. Libre-penseur, inscrit au groupe La

²⁴ Descendant d'une famille rurale, fils d'un instituteur socialiste, Max Lejeune passe son enfance aux Moulins-Bleus, cité ouvrière incorporée à la commune l'Étoile, dans la vallée de la Nièvre, près d'Amiens.

²⁵ Aude Chamouard, « La mairie socialiste, matrice du réformisme », *op. cit.*, p. 31.

²⁶ Aude Chamouard, *Ibid.*, p. 30.

²⁷ Signalons aussi qu'il fut ministre des Anciens combattants de décembre 1946 à janvier 1947 dans l'éphémère cabinet dirigé par Léon Blum.

Barre d'Abbeville, et franc-maçon, Max Lejeune comptait parmi ses fidèles soutiens, André Leduc, secrétaire de la section SFIO d'Abbeville et président fédéral des œuvres laïques. Comme maire, il conserva la gestion directe des domaines stratégiques : la reconstruction, les finances, le personnel²⁸, la police et les régies municipales. Max Lejeune n'avait aucune attache syndicale²⁹, mais des liens avec Force ouvrière se tissèrent *via* son réseau de relations. Ainsi, parmi ses proches collaborateurs à la mairie, figuraient les dirigeants de l'Union locale FO, Claude Tueur et René Ossart, secrétaires général et adjoint de l'UL-FO. Il avait ainsi acquis une grande marge d'autonomie vis-à-vis de la SFIO, qu'il personnifiait sans avoir besoin du soutien de l'appareil partisan. Il faut sur ce point souligner que la structure fédérale a connu sous la direction de Max Lejeune (1952-1969) un triple processus d'affaiblissement (recrutement, vie fédérale, participation électorale aucune idée ?) que Sandra Mériaudeau a bien mis en évidence pour la fédération de l'Ain³⁰, et qui ne fut en aucun cas spécifique à la Somme, mais commun à toutes les petites fédérations que Marc Sadoun qualifie de « modèles³¹ ». La fédération fut d'autant plus durement touchée par ce processus que les positions algériennes de Max Lejeune ont fait fuir les militants les plus à gauche ainsi que les jeunes recrues potentielles, et ont peu à peu créé un climat délétère entre la section d'Amiens, la plus importante numériquement, la plus à gauche de la fédération politiquement, et en grande majorité rebelle au secrétaire fédéral. Il possédait néanmoins une véritable emprise sur la fédération socialiste de la Somme, en particulier sur les sections de l'ouest du département, qui étaient le poumon de ses réseaux. Le déclin de la SFIO était autant lié à des attitudes de personnes qu'au contexte historique. La politique menée par Max Lejeune dans les hautes sphères de l'État a évidemment eu un impact sur la vie politique locale. Tout comme le réformisme pratiqué et revendiqué au niveau local ne pouvait être déconnecté des autres niveaux d'exercice du pouvoir, l'attachement de Max Lejeune à sa « petite patrie » ne pouvait être disjoint de son attachement à la Patrie.

Le tournant algérien : vers la marginalisation du militant

Le parcours de Max Lejeune est à la fois une parfaite illustration de ce que fut la SFIO sous la IV^e République, et de la culture politique socialiste, culture « menacée de bâtardise, en tout cas tendue entre des aspirations souvent contradictoires [...] entre Révolution et République ; entre patriotisme et pacifisme ; [...] entre

²⁸ Une centaine d'agents communaux.

²⁹ Robert Cappe, syndicaliste FO à Abbeville, faisait remarquer au député-maire, dans une lettre datée du 20 février 1959 : « Vos rapports avec notre organisation syndicale ont été jusqu'ici peu fréquents. Déchargé de vos fonctions ministérielles, il vous sera possible de nous recevoir plus souvent. », ADS, 37J14.

³⁰ Sandra Mériaudeau, *La fédération socialiste de l'Ain, 1944-1969*, Paris, Fondation Jean Jaurès, Les notes de la FJJ, n° 21, 2001.

³¹ Marc Sadoun, « Sociologie des militants et sociologie du parti. Le cas de la SFIO sous Guy Mollet », *RFSP*, juin 1988.

anticommunisme et union de la gauche³² ». Secrétaire d'État aux forces armées (1947-1951), Max Lejeune « a renforcé à ce poste sa fibre patriotarde³³ », fibre qui, en 1939, avait poussé le Lejeune pacifiste, paulfauriste³⁴ et munichois à faire volte-face et à solliciter une affectation dans une unité combattante, pour défendre la patrie en danger³⁵, bien que parlementaire et exempté de devoir militaire. Les années IV^e République seraient donc celles de l'intégration à la « République bourgeoise » du socialiste révolutionnaire d'avant-guerre, celui qui s'en prenait avec virulence à l'aile réformiste de son parti.

C'est surtout la crise algérienne qui accéléra son évolution politique. À nouveau secrétaire d'État aux forces armées, chargé des affaires algériennes, de février 1956 à juin 1957 dans le gouvernement Guy Mollet, il participa, involontairement, à la « journée des tomates », s'illustra dans l'épisode de l'arraisonnement de l'avion qui transportait vers Tunis les chefs du FLN, dont Ben Bella, et fut un des principaux protagonistes de l'affaire de Suez. Loin de ses récents engagements électoraux, il opta au préalable pour une solution strictement militaire. Favorable à la loi sur les pouvoirs spéciaux, il plaida devant des parlementaires parfois rétifs en faveur de l'allongement de la durée du service militaire et d'une augmentation constante des effectifs servant en Algérie. Son fervent patriotisme l'amena à défendre l'armée envers et contre tout, n'hésitant pas à flétrir tous ceux qui pourraient émettre quelques doutes sur le bien-fondé de sa politique algérienne, et en mai 1958, comme la majorité de la SFIO³⁶, le souci de défendre la République l'avait poussé à rallier le général de Gaulle dont il devint le ministre, comme Guy Mollet, avec l'important portefeuille du Sahara (juin 1958-janvier 1959)³⁷.

Si les socialistes ont soutenu en permanence de Gaulle sur la question algérienne jusqu'à l'indépendance de 1962, ce qui ne fut pas le cas sur les autres aspects de sa politique, Max Lejeune rompit avec le Général alors qu'il s'acheminait vers la solution de l'indépendance. Progressivement, ses positions algériennes l'avait conduit, au sein de la SFIO, à prendre des positions hostiles à une frange grandissante de son parti, et à le rejeter à l'aile droite de sa formation de toujours, jusqu'à le situer à contre-courant. « La guerre d'Algérie a semé le trouble dans nos rangs » se souvient Jacques Fleury³⁸. « En juin 1960, le parti est amené à condamner la participation à un

³² Michel Winock, « La culture politique des socialistes », dans Serge Berstein (dir.), *Les cultures politiques en France*, Paris, Seuil, coll. « L'univers historique », 1999, p. 179.

³³ Jacques Fleury, *Cité Malesherbes. Journal d'un jeune militant socialiste, 1959-1973*, Paris, Bruno Leprince éditeur, 1999, p. 32.

³⁴ Max Lejeune avait rompu avec le pivertisme vers 1935 quand le courant de la Bataille socialiste s'était divisé entre les partisans de Zyromski (Gauche révolutionnaire) et de Pivert.

³⁵ Sous-lieutenant au 151^e régiment d'artillerie de forteresse, il fut fait prisonnier lors de la capitulation de la ligne Maginot, le 4 juillet 1940, et ne put par conséquent prendre part au vote du 10 juillet 1940 sur l'attribution des pleins pouvoirs au maréchal Pétain.

³⁶ Les minoritaires quittèrent la SFIO pour fonder le Parti socialiste autonome (PSA).

³⁷ Max Lejeune avait déjà été ministre du Sahara, de juin 1957 à mai 1958, un poste très important, des gisements de gaz et de pétrole étant mis en exploitation, et ministre d'État du cabinet Pflimlin en mai-juin 1958.

³⁸ Ancien secrétaire national des ES et secrétaire de la fédération de Seine-Saint-Denis, il milita dans la

colloque en faveur de l'Algérie française de trois personnalités socialistes : Robert Lacoste, [...], Max Lejeune, [...] et Léon Boutbien³⁹. » Il prit position pour le « non » lors du référendum de 1961 sur l'autodétermination alors que son parti avait préconisé le « oui ». Sa conviction inflexible de maintenir l'Algérie dans la République française allait de pair avec son souci de défendre la patrie, la République, le rang de grande puissance de la France, son indépendance nationale et ses intérêts. « L'abandon de l'Algérie et du Sahara a fait perdre à la nation l'espace qui reste indispensable à une politique de sécurité et le potentiel énergétique, condition de l'indépendance vraie » écrivait-il, en novembre 1970, au général de Gaulle retiré à Colombey, qui lui avait envoyé le tome dédicacé de ses mémoires. Pour le député-maire d'Abbeville, la perte de l'Algérie, avec la signature des accords d'Évian (1962), fut synonyme de décomposition du territoire national, de négation du caractère indivisible de la République.

Max Lejeune mena de concert avec ses camarades socialistes la campagne pour le « non » lors du référendum sur l'élection du président de la République au suffrage universel, mais l'ancien ministre ne fut guère enchanté par le rapprochement SFIO – PCF qui s'amorça ensuite, ni par la candidature unique de la gauche à l'élection présidentielle de 1965. « Max Lejeune, qui ne porte pas Mitterrand dans son cœur, mène une campagne au petit pied, tout en facilitant la propagande des prétendants antigauillistes, y compris l'avocat d'extrême droite, Jean-Louis Tixier Vignancourt, dont la caravane parcourt la France. Le député-maire d'Abbeville, pas mécontent de voir un nouveau front rassemblant un grand nombre de nostalgiques de l'Algérie française s'ouvrir contre le régime, lui donne l'autorisation d'installer son chapiteau dans sa commune, ce qui lui vaut les sarcasmes du magazine *L'Express*. Certes M. Max Lejeune appartient à la SFIO. Mais quoi ! Max et Jean-Louis ont été si longtemps ensemble les paladins des thèses les plus ultras de l'Algérie française, commente le journaliste [...]»⁴⁰.

Les événements de 1968 et la refonte de la SFIO qui s'ensuivit amenèrent Max Lejeune à un conflit avec la direction de son parti. « Au congrès d'Issy-les-Moulineaux⁴¹, qui vit la constitution encore incomplète du Nouveau parti socialiste, un amendement de Max Lejeune, qui proposait d'ajouter au titre de parti socialiste le mot démocrate, fut largement repoussé⁴² », et le socialiste picard était évincé du comité directeur d'un parti dont Alain Savary, partisan d'un rapprochement avec le PCF, avait pris la direction. Quelques mois plus tard, il perdait son poste de secrétaire fédéral au profit d'un savaryste, jeune universitaire, encore inconnu, arrivé depuis peu à Amiens, Dominique Taddei. « Le congrès départemental s'est déroulé un jour

Somme à partir de 1972, et y mena essentiellement une carrière d'élu.

³⁹ Jacques Fleury, *Cité Malesherbes...*, op. cit., p. 32.

⁴⁰ Jean-Marc Binot, *Max Lejeune...*, op. cit., p. 154.

⁴¹ 11-13 juillet 1969.

⁴² Alain Bergougnoux, Gérard Grunberg, *Les socialistes français et le pouvoir. L'ambition et le remords*, Paris, Hachette Littératures, coll. « Pluriel », 2007, édition revue et actualisée (première édition, Fayard, 2005), p. 143.

de neige. Les supporters de Max Lejeune n'ont pas pu se déplacer suffisamment nombreux ! Les amis de Taddei l'ont emporté⁴³. » La perte de son poste de secrétaire fédéral en 1969 au profit des jeunes loups emmenés par Dominique Taddei a pu être interprétée par une mise en minorité du *leader* socialiste au sein de sa propre fédération, mais Max Lejeune était toujours majoritaire en mandats. Lors de ce fameux congrès fédéral d'Amiens, le « congrès du verglas⁴⁴ », il fut battu car les militants d'Amiens, en grande partie hostiles au maire d'Abbeville, avaient habilement fait adopter les nouveaux statuts du NPS, dont un article stipulant que seuls les présents au congrès votent. Les lejeunistes qui n'avaient pu se rendre au congrès à cause des conditions météorologiques, étaient en effet minoritaires dans la salle.

La défaite le poussa à rejoindre le comité de soutien de Démocratie socialiste, le courant d'André Chandernagor où se retrouvaient plusieurs élus. Le réformisme est à la mode, « sauf au PS⁴⁵ ». Lors du congrès national extraordinaire d'Épinay des 20-21 juin 1970, il déclara « ne pas avoir honte d'être taxé de réformiste, parce que le réformisme a amélioré le niveau de vie de la classe ouvrière ». Citant en exemple la force du parti social-démocrate allemand et des travaillistes britanniques, il donnait sa préférence à l'action sur le terrain. Il poursuivait son réquisitoire : « Nous avons eu 20, 25 ans, nous avons été socialistes révolutionnaires [...] les conditions de la lutte économique et sociale ne se présentent pas aujourd'hui comme hier. La lutte des classes [...] n'a pas le même contenu que celle qu'elle avait il y a trente-cinq ans⁴⁶. » Son emprise sur la fédération se mesura lors de son exclusion en 1972, qui provoqua des remous. Candidat aux législatives de 1973, il refusa, en octobre 1972, de donner son accord au programme commun et à la politique d'union de la gauche. Le comité directeur lui retira l'investiture. Alors qu'il reçut le soutien de plusieurs sections du Ponthieu, que Taddei menaça de dissolution, le cas Lejeune était expédié par le comité directeur du PS, le 16 décembre 1972 : l'ancien secrétaire fédéral était exclu à l'unanimité moins deux voix⁴⁷. « Certains de ses camarades n'attendaient qu'un prétexte pour éliminer du parti un vieux cacique SFIO à l'histoire bien gênante. [...] Ses alliés, Notebart, Defferre, Chandernagor, ne sont pas venus lui prêter main forte. Il n'avait plus le soutien du groupe parlementaire⁴⁸. » Comme pour l'Algérie, Max Lejeune préféra ses convictions à la discipline, mais était quasiment seul contre tous. Il fonda son propre parti, le Mouvement démocrate socialiste (MDS), suivi par douze sections et environ trois cents adhérents⁴⁹, parmi lesquels de nombreux élus municipaux, si bien que l'union des élus socialistes et républicains de la Somme disparut. Même si Dominique Taddei et Jean-Claude Dessein⁵⁰ estimaient que ces pertes furent compensées par une nouvelle vague d'adhésions, on peut parler d'une

⁴³ Jacques Fleury, *Cité Malesherbes...*, *op. cit.*, p. 295.

⁴⁴ Jean-Marc Binot, *Max Lejeune...*, *op. cit.*, p. 169.

⁴⁵ Jean-Marc Binot, *Max Lejeune...*, *op. cit.*, p. 171.

⁴⁶ Office universitaire de recherche socialiste, compte rendu sténographié du congrès, p. 158 et suiv.

⁴⁷ Eric Hintermann et André Routier-Preuvost.

⁴⁸ Jean-Marc Binot, *Max Lejeune...*, *op. cit.*, p. 182-184.

⁴⁹ Donnée fournie par Dominique Taddei à Jean-Marc Binot, *Max Lejeune...*, *op. cit.*, p. 185.

⁵⁰ Secrétaire de la section socialiste d'Amiens.

véritable scission. « Son refus du programme commun, ses prises de position pour l'Algérie française, mais aussi cette longue politique politicienne de compromis avec les radicaux et les centristes qui a fait de Max le maître du département, ont détruit son image d'homme de gauche et nuï à celle du parti. [...] Il quitte pour toujours le parti de sa jeunesse⁵¹. » La rupture avec le PS ne mit pas fin à sa carrière d'élu, loin s'en faut. La fusion de son mouvement avec trois autres formations créées pour le même motif et présidées par Émile Müller (Parti social-démocrate), Étienne Gagnaire (Socialisme et démocratie) et Georges Donnez (Liberté) donna naissance, le 9 septembre 1973, au Mouvement démocrate socialiste de France (MDSF) dont Max Lejeune assura la présidence nationale. Le MDSF décida ensuite d'entrer dans le mouvement réformateur. Dès lors, Max Lejeune glissa dans la mouvance centriste. En 1982, le MDSF prit l'appellation de Parti social-démocrate (PSD), avant d'être absorbé par l'UDF.

« Imprégné de la Révolution française, Max Lejeune appartenait à cette famille de pensée réformiste, laïque et jacobine, adepte d'une République ciment de la communauté nationale : la gauche dite patriotique, frappée d'infamie après la guerre d'Algérie, et remise au goût du jour à la fin des années 1990 par Jean-Pierre Chevènement⁵². » Max Lejeune avait aussi emprunté, trop tôt, le chemin du réformisme au sein du parti socialiste. Le parti socialiste est aujourd'hui devenu le parti social-démocrate que Max Lejeune imaginait dès la fin des années 1960 : « Le socialisme, c'est l'action quotidienne, sans faiblesse et sans illusion, avec l'ouvrier, avec le paysan, avec le travailleur, dans une communauté de pensée, d'idéal et d'effort⁵³. »

L'auteur

Doctorant, enseignant, un des auteurs du *Maitron*, Julien Cahon est membre du Centre d'histoire des sociétés de l'Université de Picardie. Ses recherches portent sur l'histoire de la gauche et la résistance.

Résumé

Le socialisme municipal a eu une forte influence sur le réformisme de la SFIO. L'exercice du pouvoir au niveau local a modifié les pratiques et les conceptions des élus, gagnés par une culture de gestion. Ministre, Max Lejeune était présent dans les hautes sphères de l'État pendant la guerre d'Algérie. Maire d'une ville moyenne située dans une zone rurale, il a aussi mené des politiques sociales. Également député, président du conseil général, et responsable du parti socialiste sous la IV^e République, son rapport au pouvoir local et sa notabilisation, expliquent aussi son évolution politique, de la SFIO vers le centre droit.

⁵¹ Jacques Fleury, *Cité Malesherbes...*, *op. cit.*, p. 295-296.

⁵² Jean-Marc Binot, *Max Lejeune...*, *op. cit.*, p. 277.

⁵³ ADS, 37J253/18, note manuscrite de Max Lejeune au dos d'une photographie.

Julien Cahon, « Max Lejeune. Du socialisme réformiste au centrisme réformateur », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 14, mai-août 2011, www.histoire-politique.fr

Abstract

“Max Lejeune. From socialism reformist towards the reforming centrism”

Municipal socialism had a strong influence on the reformism of the SFIO. The exercise of local power had an impact on the practices and conceptions of the MPs / party representatives, converted to a management culture. Max Lejeune who hold important governmental responsibilities during the Algerian War. was at the same time as mayor of a medium-sized city located in a rural area, where reformist social policies were implemented. He was also MP, President of the General Council, and the regional leader of the Socialist party under the fourth Republic. This mix of local and national responsibilities can account for his political evolution, from SFIO to center right.

Mots clés : réformisme, socialisme municipal, réseaux, notable, guerre d'Algérie.

Keywords : Reformism, municipal socialism, networks, notable, Algerian war.

Pour citer cet article : Julien Cahon, « Max Lejeune. Du socialisme réformiste au centrisme réformateur », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 14, mai-août 2011, www.histoire-politique.fr